

Zeitschrift:	Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	48 (1998)
Heft:	4: 1648, 1798, 1848
Artikel:	[Mémoire et histoire] : Introduction
Autor:	Collart, Yves
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-81234

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Introduction

Yves Collart, président de la Société générale suisse d'histoire

Nous sommes réunis aujourd’hui autour du thème de la mémoire, de la vérité, du jugement historique. Exposé, depuis plusieurs mois, à l’explosion de critiques et de mises en question qui se sont abattues sur nous, notre pays est invité – comme d’ailleurs beaucoup d’autres – à revisiter son passé. Pour certains, ce retour en arrière équivaut à un déchirement, à l’ébranlement des mythes fondateurs où s’enracine notre identité, à sombrer dans ce que les Anglais appellent si justement un «agonizing reappraisal». Pour d’autres, au contraire, c’est une occasion bienvenue de redresser des images trompeuses, de régler des comptes – non sans une certaine «Schadenfreude» – avec le comportement de nos devanciers, de dépoussiérer des manuels scolaires qu’ils jugent dépassés.

Nous pensons que pour tous, et pour chacun de nous, ce retour critique au passé est à la fois salutaire et inéluctable.

Il est salutaire parce qu’en ces temps troublés, nous découvrons avec stupeur que l’image flatteuse que nous avons de nous-mêmes et que nous avons coutume de projeter à l’extérieur est, en réalité, fragile. A force de nous croire protégés par le doigt de la Providence, à force d’être convaincus qu’admirés, enviés à travers le monde, nous étions en droit de distribuer des leçons, nous mesurons soudain les effets pervers de cette suffisance. Ni meilleurs ni pires que les autres, nous sommes exposés, tout comme eux, à la «malice des temps», comme disait déjà le Pacte de 1291.

Ce retour critique au passé est par ailleurs inéluctable pour des raisons qui tiennent à la nature-même de la discipline historique. Car l’histoire complète et définitive n’existe pas. Dépendant de sources jamais épuisées, la lecture du passé est en mouvement perpétuel, et les questions qu’elle nous pose ne sont jamais élucidées une fois pour toutes. Cet aspect, ce «flou» de l’histoire qui n’entame en rien son caractère scientifique, est souvent mal compris du grand public. Dans la crise actuelle, il est frappant de constater l’interrogation ambiguë dirigée vers les historiens: soit qu’on leur demande des comptes pour avoir méconnu, dissimulé ou enjolivé les aspérités du passé collectif, soit qu’on attende d’eux qu’ils dévoilent enfin, dans des délais despotiques, LA vérité, la vérité historique, complète, sans réserve, absolue et finale...

Or les historiens savent bien que cette vérité-là, on ne l’atteint jamais, qu’elle n’est ni blanche, ni noire, mais toujours grise, complexe, relative, approximative, provisoire...

Sans doute ne peut-on attendre d’un colloque comme celui-ci un progrès significatif de nos connaissances. Ce n’est pas son objet. Il peut en revanche conduire à prendre conscience d’une certaine «responsabilité sociale» de l’histoire et de ceux qui s’y vouent, dans la mesure où notre mémoire collective, que les historiens

contribuent à édifier chaque jour, forme le fondement premier de notre conscience nationale.

Notre société entend aussi manifester la volonté des historiens de ne pas se cloîtrer dans leur tour d'ivoire, de sortir de leurs chapelles, d'élargir le cercle de leurs interlocuteurs, d'accepter de descendre dans l'arène quand la cause et les enjeux justifient que les historiens se mobilisent. Nous nous trouvons sans nul doute, aujourd'hui, à un pareil carrefour.

Le climat actuel, imprégné de tensions de tous ordres, n'est certes pas particulièrement propice à l'exercice serein du métier d'historien, qui exige depuis toujours du calme, du temps, du recul, de la réflexion, de la liberté et le sens des nuances. Mais on peut néanmoins souhaiter que tous ceux qui se mettent à l'œuvre sur cette période délicate respectent le fameux précepte déontologique de Cicéron, que nos maîtres d'autrefois ne manquaient jamais de nous rappeler: «Ne jamais rien affirmer que l'on sache faux, oser dire tout ce que l'on croit vrai.»